

Amitié et solidarité

Sommaire

- **Edito**
Amitié et solidarité
- **Assemblée générale OVR-CH**
Plan-les-Ouates : samedi 24 mai 2008
- **Association Plan-les-Ouates – Sângeorgiu de Pădure**
Présentation du partenariat de l'association hôte
- **Aide au développement et aide humanitaire**
Une enquête de la DDC
- **La Roumanie est européenne**
Une évidence défendue par Alex Décotte
- **Les paysans et l'agriculture roumaine dans l'UE**
Notes de l'exposé de Ionel Covrig
- **Aujourd'hui, la Roumanie et moi... 20 ans après...**
Le point de vue d'Eric Voruz
- **20 ans déjà ! – OVR et le monde rural roumain**
Thèmes de préoccupation et domaines d'engagement
- **La « Maison OVR »**
Les travaux de rénovation ont commencé
- **Nouvelles de Roumanie**
- **Guide du Réseau OVR « Rețea Turistică »**
Actualisation des données
- **Roumania 09**
Périple vélocipédique en Roumanie
- **Annonces**
 - > **A l'occasion du 20^e anniversaire**
Appel à nos membres
 - > **A propos de l'exposition sur le Néolithique**
Les cultures anciennes de Roumanie

Rédaction : Christiane BEGUIN, Roland BOURGEOIS, Martine BOVON, Alex DECOTTE, Rose-Marie KOCH, Pascal Praz, Hubert ROSSEL, Eric VORUZ

Photos : Christiane BEGUIN, Association Sângeorgiu, Asociația NEXT, Hubert ROSSEL

Mise en page : Hubert ROSSEL

Chaque année, notre Association doit malheureusement enregistrer la démission de plusieurs associations membres... Lassitude en Suisse, manque de répondant en Roumanie, difficulté toujours croissante à trouver du financement ou sentiment que notre village partenaire n'a plus besoin de notre aide ???

Et pourtant, avant de prendre la décision d'arrêter ou de mettre les activités en veilleuse, les comités concernés se sont posés beaucoup de questions... Est-ce que notre action pourrait être utile à une région de Roumanie ? Comment contourner des autorités qui ne sont pas réceptives à nos projets ? etc... Et pourtant, à l'aube des 20 ans du mouvement *Opération Villages Roumains*, je vous invite toutes et tous à serrer les rangs et ne pas oublier.

Ne pas oublier que durant vingt ans le moteur de toutes nos actions a été et reste... L'AMITIE !

Ne pas oublier que des projets, encore aujourd'hui, voient le jour en Roumanie et je pense principalement à l'action « Maison OVR » qui a encore grandement besoin du soutien de tous et qui peut devenir un projet fédérateur, porteur de solidarité et de cette amitié qui symbolise notre mouvement. Car je suis certain que, si chacun de vous devait raconter le meilleur souvenir de Roumanie, le verre de *țuică* partagé n'est pas loin de vos esprits...

Même si parfois, dans nos villages, on a l'impression que tout a été fait, il reste des occasions de vivre, avec notre partenaire roumain, cette solidarité, ailleurs en Roumanie ou aux frontières du pays, particulièrement en Moldavie, victime de récentes inondations. (Certaines paroisses orthodoxes roumaines se sont mobilisées dernièrement afin d'apporter de l'aide aux sinistrés moldaves.)

Aussi, profitons de cette année anniversaire pour étendre cette amitié, rassembler « *les anciens* » et inviter « *des nouveaux* » ... pour que vive l'OVR. C'est le souhait de votre Comité pour cette année des 20 ans de l'OVR...

P.S. Et même si nos Associations n'ont plus la motivation, le courage ou la possibilité de continuer, OVR-Suisse accueille les membres individuels... Vous êtes les bienvenus !

Pascal PRAZ

Assemblée générale OVR-CH

Plan-les-Ouates : 24 mai 2008

La Ville de Plan-les-Ouates et l'Association Sângiorgiu accueillent cette année l'AG d'OVR-CH. La faute au joli mois de mai ? Les fidèles étaient moins nombreux au rendez-vous : 18 associations/communes OVR, des membres indivi-



Photo Hubert Rossel

Une assemblée assez clairsemée

duels, ainsi que des invités, notamment Mme Mihaela Feher, attaché culturel et de presse près l'Ambassade de Roumanie.

Après les salutations d'usage, M. Roland Bourgeois, Président de l'Association Sângiorgiu présente l'action de Plan-les-Ouates, très active dès les débuts de l'OVR (cf. compte-rendu ci-après).

L'essentiel des différents points statutaires est rapidement parcouru et adopté. A relever que l'on s'inquiète des démissions de quelques associations qui mettent fin à leurs partenariats et de leur incidence sur le budget. Le Comité espère y remédier partiellement avec l'adhésion d'inconditionnels de l'OVR, invités à rejoindre les membres individuels. Suite à l'appel lancé pour compléter le Comité, M. Alex Décotte accepte de mettre sa grande expérience personnelle et journalistique à disposition. Par ailleurs, le Comité pourra contacter ponctuellement M. Gerrit Bossen, Plan-les-Ouates, pour un groupe de réflexion.

Pour clore, M. Alex Décotte nous donne sa vision de « La Roumanie devenue européenne ». Le texte de cette intervention est publié *in extenso* dans ce numéro.

Mme Mihaela Feher apporte à l'Assemblée le message de l'Ambassadeur Sava, retenu à Berne pour la Fête des Nations. Elle confirme le soutien de l'Ambassade à l'OVR. Elle félicite ses membres de leur engagement et souhaite que les partenariats perdurent.

Dans son message, Mme Geneviève Arnold, Maire de Plan-les-Ouates, souligne l'attachement de sa Commune au partenariat avec Sângiorgiu de Pădure, tout en assurant son soutien aux actions futures qu'entreprendra l'Association.

Elle présente également Plan-les-Ouates qui, tout en se développant, a pu garder aux villages qui la constituent leur caractère traditionnel. Avec ses vœux pour que se poursuive l'engagement du mouvement OVR, Mme Arnold invite l'Assemblée à partager le verre de l'amitié.



Photo Hubert Rossel

Mme Arnold, Maire de Plan-les-Ouates

Les synthèses des informations communiquées le matin sur la Maison OVR et des échanges qui ont suivi l'exposé de M. Ionel Covrig, ing.agr., conseiller à l'Office de consultation agricole du département de Mureș, chargé de cours en agrotourisme, sur la conditions des paysans et de l'agriculture roumaine dans l'Union européenne, sont aussi publiées dans le présent « Réseau ».

Rose-Marie KOCH

Association Plan-les-Ouates – Sângeorgiu de Pădure

*Présentation de M. Roland Bourgeois, Président,
lors de l'Assemblée générale de OVR-CH, Plan-les-Ouates, 24 mai 2008*

Dès 1989, la Municipalité de Plan-les-Ouates écrit des lettres au président Ceaușescu et à la Commune de Sângeorgiu de Pădure, en Transylvanie. Mais c'est seulement en janvier 1990 qu'une délégation de nos autorités découvre cette magnifique région de Roumanie, lors du 1^{er} voyage sur place.



Photo Association Sângeorgiu

Vue de Sângeorgiu de Pădure (MS)

St-Georges de la forêt est une commune d'environ 6000 habitants. Elle est formée d'un grand bourg (maintenant ayant le statut de ville), Sângeorgiu de Pădure, et de plusieurs petits hameaux. Le 80% de la population parle hongrois et la majorité est de confession calviniste. Il y a une petite industrie de menuiserie (hollandaise) et un peu d'agriculture et d'élevage. Un hôpital régional (50 lits) est composé d'une maternité (3 à 4 accouchements par semaine), d'une pédiatrie et d'une unité de médecine interne. Il y a aussi un dispensaire et deux pharmacies. Le groupe scolaire comprend deux jardins d'enfants, une école primaire et un lycée (le tout représente environ 1200 élèves).

Ce qu'il manque dans cette région ce sont des places de travail ! (Les jeunes partent en Hongrie, ou plus loin pour gagner leur vie.)

Déjà en mai 1990, Michel Strohbach, notre regretté président, et quelques Plan-les-Ouatiens créent l'association Sângeorgiu. Depuis, nous sommes toujours restés en contact avec cette commune. Nous nous y rendons 2 à 3 fois par année, même 7 fois, certaines années, lorsque la

surveillance de travaux l'exige ! Notre Comité est constitué de dix personnes et nous pouvons compter sur le soutien moral et financier de 130 membres et donateurs, ainsi que sur l'aide généreuse de nos autorités.

Comme vous tous, souvent dans l'urgence, nous avons apporté beaucoup d'habits, de vivres, de médicaments et de matériel. Aujourd'hui, même si nous apportons encore certaines choses, notre aide est discutée et décidée en collaboration avec notre association sœur sur place et les autorités de Sângeorgiu.

Qu'avons-nous fait pendant ces 18 ans :

- D'abord, nous avons tissé des liens d'amitiés et de fraternités avec bon nombre de citoyens de Sângeorgiu. Et c'est certainement la raison principale pour laquelle notre liaison persiste.

- Lors de nos premiers voyages, c'est l'état des enfants abandonnés dans la pédiatrie qui nous a le plus impressionnés. C'est pourquoi nous avons organisé la formation du personnel soignant avec l'aide de spécialistes suisses. Puis, par la suite, nous avons acheté une maison pour ces enfants, qui est maintenant gérée par un directeur et une équipe roumains. Elle permet à une quinzaine d'enfants d'arriver à la majorité dans de bonnes conditions, en fréquentant l'école communale.

- Dès la première année, en été 1990, nous avons organisé des vacances pour les enfants les plus défavorisés. Deux



Photo Association Sângeorgiu

Activités pour les enfants

équipes sont venues à Plan-les-Ouates, logeant dans des familles. Puis nous avons organisé des camps au bord de la mer Noire, des semaines de Centres Aérés à Sângeorgiu et, finalement, des colonies de vacances dans des régions montagneuses de Roumanie. La plupart de ces séjours ont été organisés par une équipe mixte, c'est-à-dire des bénévoles suisses et des enseignants de Sângeorgiu.



Photo Association Sângeorgiu

Le plus récent élément du complexe médical

- En 2002, les communes de Sângeorgiu et de Plan-les-Ouates ont signé un « pacte de fraternité ». Cette signature a donné lieu à de grandes festivités, à Sângeorgiu puis ici.

Plus de cinquante Roumains ont vécu une « semaine roumaine » à Plan-les-Ouates.

- Notre aide matérielle la plus importante concerne l'hôpital. Nous avons amené beaucoup de matériel, de meubles et trois ambulances. Avec l'aide de notre municipalité, de celle de Sângeorgiu et du département de Mureș, nous avons rénové un bâtiment de médecine interne en 2005 et, cette année, nous avons agrandi et mis aux normes européennes la pédiatrie. Celle-ci sera inaugurée en septembre !

- Pour l'ensemble de la commune, nous avons apporté des lampadaires pour l'éclairage public, un camion poubelle pour la levée des ordures, ainsi qu'un camion pompe et des équipements de sapeurs pompiers.

- Avec notre association sœur et Caritas sur place, nous soutenons les familles défavorisées.

Et pour terminer, ce qui nous réjouit tout particulièrement : cette année, des jeunes de Plan-les-Ouates s'intéressent à notre action :

- Deux élèves du collège de Staël ont décidé de faire leur travail de maturité sur l'évolution de la commune de Sângeorgiu depuis 1990. Elles ont déjà passé une semaine sur place à interviewer différentes personnes.

- Une classe de ce même collège a choisi Sângeorgiu comme but de voyage de fin d'études. Ces élèves rencontreront ceux de là bas.

Roland BOURGEOIS

Enquête DDC sur l'aide au développement et l'aide humanitaire des ONG SUISSES

Après bientôt vingt ans de présence sur le terrain, la DDC a, pour la première fois cette année, demandé à OVR-CH de communiquer les montants engagés en Roumanie en 2007. La demande étant parvenue au Secrétariat (3 juillet) après l'échéance fixée pour le retour des fiches (23 juin 2008), un délai a immédiatement été sollicité, puisqu'en tant que coordination, OVR-CH devait recueillir les chiffres auprès de ses membres. Un délai au 28 juillet a été obtenu de l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) chargé de l'enquête.

Des 32 Communes/Associations membres d'OVR-CH concernées, 18 ont répondu dans les délais. Trois, tout en restant présentes, n'ont pas investi d'argent en 2007. On doit admettre que la majorité des membres restés silencieux, mais dont nous savons qu'ils sont régulièrement engagés dans des projets avec leurs partenaires, n'ont pas pu répondre, en raison des vacances.

44,8% des membres engagés ont investi des fonds d'origine privée suisse pour un montant de CHF 281'750, auquel s'ajoutent CHF 434'030 issus de fonds publics (majoritairement des communes), soit au total CHF 715'780 en 2007. Certaines prestations (don de matériel agricole, stages de formation, etc.) n'ont pas pu être chiffrées. Sans exagérer, on peut dès lors admettre que, si les contributions de tous les membres avaient pu être prises en compte, le montant total de leurs investissements en Roumanie dépasserait le million de francs suisses en 2007.

Rose-Marie KOCH

La Roumanie est européenne Une évidence !

*Texte de l'intervention présentée par Alex DECOTTE
lors de l'Assemblée générale de OVR-CH, Plan-les-Ouates, 24 mai 2008*

La Roumanie est européenne. Officiellement, depuis le 1^{er} janvier 2007. En réalité, depuis toujours. Voilà 2000 ans, les troupes romaines de Trajan apportaient aux Daces des Carpates une langue latine et, donc, européenne. Les Daces, eux, n'avaient pas attendu les Romains pour être européens. Proches cousins des Celtes qui peuplaient l'Europe occidentale et qui, sous un vernis latin ou german, la peuplent toujours, les Daces étaient, comme nous, les descendants de lointaines tribus indo-européennes. Les Basques, les Finlandais, les Hongrois, ne pourraient sans doute pas en dire autant, mais qu'importe !

Ce petit historique, un rien simpliste il est vrai, n'est destiné qu'à rappeler une évidence : la Roumanie n'est pas entrée en Europe. Elle était en Europe. Et l'Europe était en elle, de toute éternité.



Photo Hubert Rossel

Un auditoire attentif

Mais, direz-vous, quarante ans de communisme derrière un rideau de Fer, ça vous change un homme, ça vous change un peuple. Pas tant que ça, finalement. Chassez le naturel, il revient au galop. A la première occasion, la Rou-

manie, comme ses voisins embrigadés sous la férule soviétique, a retrouvé sa vraie dimension, sa vraie place : l'Europe. Et d'ailleurs, demanda-t-on à l'Allemagne de 1945, enfin délivrée d'une longue décennie de nazisme barbare, si elle était ou non européenne ?

J'étais à Bucarest, sur la place de l'Université, le 31 décembre 2006, à minuit, lorsque le président Basescu décompta avec la foule roumaine les 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0 qui firent entrer officiellement le pays dans l'Union européenne. Ce fut une fantastique clameur. Mais ce n'était ni un miracle, ni une faveur. Seulement un droit. Et une évidence.

En janvier 1990, alors que la révolution venait à peine de mettre un terme à un hiver communiste de quarante ans, les deux questions que nous posaient nos interlocuteurs étaient toutes les mêmes.

- *Pensez-vous que nous pourrions entrer en Europe ?*
- *Et quand ?*

A la première question, la réponse était évidemment oui. Mais quand ? Je m'étais aventuré à répondre :

- *Dans quinze ans.*

Le compte y était presque.

En 1990, ce qui faisait de la Roumanie, pour nous, un pays lointain, exotique, différent, c'étaient d'abord de simples détails du quotidien. Le triste gris anthracite des costumes taillés dans de sombres tissus synthétiques. L'odeur âcre dégagée par le moteur d'automobiles et surtout d'autobus à bout de souffle, nourris de carburant mal raffiné et, d'ailleurs, quasiment introuvable. L'incroyable attrait du dollar, on ne parlait pas encore d'euro, ce dollar qu'on vous échangeait un jour contre cinquante lei, contre 150 la semaine suivante et contre 500 à la fin du mois. L'économie était sinistrée, mais la culture avait tenu bon. Il suffisait, pour s'en convaincre, de pénétrer dans une librairie pour découvrir, au prix de trois

francs six sous, la panoplie des grands auteurs classiques européens. Ou d'engager, dans la première fac venue, en français, en allemand, en anglais, en italien, une discussion passionnée sur Balzac, Shakespeare ou l'avant-dernier tube des Rolling Stones. Les rues étaient quasiment vides de voitures, mais les trottoirs, les jardins, grouillaient de monde, de discussions, de rires, d'émotions, que nous nous surprisions à partager avec ces lointains cousins latins dont nous découvriions soudain qu'ils nous étaient si proches.

Dix-huit ans plus tard, les voitures forment dans tout Bucarest un énorme et accablant embouteillage. Sur les trottoirs, il semble que les passants marchent plus vite et rient moins fort. Les façades des immeubles anciens sont toujours aussi lugubres mais on les voit moins, occultées qu'elles sont par les immenses panneaux publicitaires de Sony, BMW, Dior ou Samsung. La Roumanie est entrée en Europe, certes, mais elle est surtout entrée en consommation, en mondialisation. Les supermarchés Carrefour ou Ikea fleurissent à la périphérie des grandes cités. L'économie s'accélère, s'emballa. Mais pas pour tout le monde. Les laissés pour compte s'entassent dans des banlieues sordides. Les retraités, quel qu'ait été leur statut professionnel au temps du communisme, tirent le diable par la queue, surtout en hiver. Pourtant, les jeunes de Roumanie ont, sans doute, moins de souci à se faire pour leur avenir que ceux de France, d'Italie ou même de Suisse.

Dans les villages, ces villages qui nous ont, à nous visiteurs affectueux et curieux, inoculé le sens de la fête et le goût de la *țuică*, l'Europe est entrée aussi. Mais sur la pointe des pieds. On trouve de tout à la ville la plus proche. Au prix fort. Mais au *Magazin Mixt* installé entre l'école et la mairie, on ne propose toujours que le strict minimum. Parce que la plupart des villageois, s'ils ne disposent pas de beaucoup d'argent, ont continué à vivre en presque totale autarcie alimentaire, fiers de leur jardin, de leur porc, de leur basse-cour, de leur vin, de leurs innombrables conserves d'été.

Alors l'Europe, dans tout ça ? Eh bien, on est devenu européen comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, presque sans s'en apercevoir. Lorsque sortir du pays était quasiment impossible, on rêvait de s'enfuir à l'Ouest. Lorsque ça devint possible, on rêva d'y voyager, mais les pays d'Europe occi-

dentale s'étaient entourés, dès après la révolution, d'une muraille presque infranchissable, faite de visas et de formalités diverses. Aujourd'hui, avec l'Europe, en Europe, on rêve d'abord de vivre mieux chez soi, en Roumanie. Quitte à envoyer les enfants dans une université anglaise, française, suisse, avec la quasi certitude qu'ils reviendront ensuite au pays. Parce que s'en éloigner trop longtemps rend vraiment très, très malheureux. Et parce que l'envol de l'économie roumaine permet tous les espoirs.

L'Europe était un mythe. Elle est devenue une réalité presque banale. Allez raconter à un jeune roumain qu'à sa naissance, tout le pays n'était qu'une grande prison. Et que, il y a moins de dix ans, il fallait encore un visa pour se rendre en France, en Allemagne, en Suisse. La question n'est donc pas de savoir si la Roumanie a changé en devenant européenne, mais si elle a changé avec l'abolition des frontières. Et si elle a changé en bien ou en mal.

Le niveau de corruption roumain semble se rapprocher du niveau du reste de l'Europe. Parce que la corruption baisse un peu en Roumanie. Et parce qu'elle croît beaucoup en Occident. Même chose pour l'enseignement, où la moyenne européenne a tendance à tirer le niveau roumain vers le bas ! Eh oui, c'est ainsi ! Quant aux riches, ils se font soigner dans de nouvelles et luxueuses cliniques privées, mais les hôpitaux publics ne fonctionnent pas si mal que ça et les soins y restent gratuits pour tous, à condition de glisser la pièce à l'infirmière et quel-



Photo Hubert Rossel

En 2003 déjà, à la Mairie de Boșoara (VL) !

ques billets au chirurgien.

La Roumanie est entrée en Europe. Mais nous, nous avons fait le chemin inverse depuis longtemps et depuis lors, nous nous sommes rendus en Roumanie chaque fois – et même plus souvent – que l'occasion s'en présentait. Et nous continuerons.

Au village, lorsqu'on se retrouve après de trop longs mois de séparation, on continue de se serrer fort, très fort, comme au premier jour. Entre Européens. Mais surtout entre amis. Et c'est ça, l'essentiel.

Alex DECOTTE

Les paysans et l'agriculture roumaine dans l'UE

Notes de l'exposé de Ionel COVRIG

Ionel COVRIG est ingénieur agronome, conseiller à l'Office de consultation agricole du județ de Mureș – en zone de montagne et dans la partie supérieure de la vallée de la Mureș – et chargé de cours en agrotourisme

En introduction, Ionel COVRIG fait un bref historique de l'agriculture roumaine. A l'époque communiste les parcelles étaient de 12-13 ha. Spoliés de leurs terres et de leur bétail par l'agriculture coopérative de l'ère communiste, les terres

core à s'associer, car l'influence russe et le concept de « coopérative » subsistent. Pour s'en sortir, les paysans devraient aussi avoir la possibilité de fixer les prix eux-mêmes, afin de pouvoir réinvestir et se créer une position stratégique.



Par ailleurs, il n'y a pas de politique cohérente pour définir les droits des paysans à une vie décente. Or, sans lois normales, l'agriculture roumaine ne peut pas vivre, car le marché se déstabilise. Il est, par exemple, difficile pour un paysan de montagne de faire homologuer des produits parce qu'il est situé en zone de montagne justement, défavorisée.

Des consultants bénévoles donnent des cours de formation en agronomie dans de nombreuses communes. Ionel COVRIG a dirigé de nombreux cours pour former des consultants disséminés dans les villages. Les paysans en redemandent, surtout pendant les mois où il y a moins à faire. Il faut aller chercher auprès de l'Office départemental de l'Agence nationale de consultation agricole ces consultants bénévoles, actuellement au nombre de 18 pour 99 communes.

Photo Hubert Rossel

Un exposé plein de clarté et de compétence

agricoles ont été peu à peu redistribuées à des paysans souvent âgés, dont les enfants ont perdu le contact avec la terre ou ne sont pas soutenus. Actuellement, 40 millions de parcelles, minuscules – 5 ha = 12-15 parcelles –, du bétail insuffisant (il faut avoir au moins trois vaches pour obtenir une subvention), et le manque d'outils ne permettent guère plus que la culture vivrière de subsistance. En regroupant leurs parcelles, les propriétaires ont craint qu'ils devraient restituer une partie de la production à l'Etat.

Situation actuelle

Pour être rentable, une ferme doit avoir 50 à 60 ha de surfaces équilibrées entre cultures et animaux. Le remaniement parcellaire s'impose dès lors. Les paysans hésitent en-

Remarques de la salle

- Il existe des formations professionnelles de trois mois avec diplôme pour les jeunes paysans dans les domaines de l'élevage et des cultures végétales, de même que des cours pour zootechniciens, médecins et vétérinaires. Ils sont dispensés dans tout le pays par l'Agence nationale agricole.

- Il existe aussi des lycées agricoles, après la scolarité obligatoire, que des bourses suisses peuvent soutenir.

- Chaque paysan a pratiquement quelque 3000 m² de surface inexploitable. Un regroupement entre eux permettrait d'améliorer la situation.

Incidences de l'Union européenne

Les règlements économiques de l'UE et les règlements de production ne sont pas cohérents, car leur mise en pratique est impossible à cause de normes quasi inapplicables. Par exemple, il devient impossible de tuer un cochon en Roumanie. L'exigence de l'UE de mettre en place le système laitier en deux ans est irréaliste, alors que la traite s'effectue encore à la main. Le quota du lait avec le droit de vendre le surplus est là encore synonyme de retour au communisme



Photo Hubert Rossel

Un monde de différence entre l'UE et la ferme familiale...

pour les paysans qui craignent de ne pas être payés. Des projets pilotes existent pour rassembler plus de terrains, améliorer les races bovines; le lait qui arrive à un certain standard européen le prouve. Il faut des exigences internes pour que les produits locaux soient plus crédibles, par exemple les vins dont les bouteilles sont souvent munies de belles étiquettes, alors que le contenu n'est pas satisfaisant. Quant à la țuică, qui dépend du Ministère des Douanes et non des

Finances, on en continue la production sans la déclarer, en raison de taxes très élevées (RON 5.-/litre = CHF 2.50).

La forêt est exploitée à peu près normalement. Pour chaque arbre coupé, 3 € devraient, en théorie, être consacrés à la replantation. L'application reste aléatoire. Idem pour un programme pour la plantation de rideaux d'arbres qui devraient protéger, entre autres, les villages de l'érosion et des inondations. On se contente d'un ensemencement naturel et de coupes en fonctions des intérêts économiques. Beaucoup de bois brut continue d'être exporté à bas prix, le produit fini étant vendu 20 fois plus cher. Des forêts ont été rendues à leurs propriétaires, mais ceux-ci – craignant qu'elles puissent leur être reprises – les ont souvent coupées, vendant le bois à vil prix. Par ailleurs, les normes européennes leur sont incompréhensibles, alors les paysans n'y croient pas !

Pour l'agriculture, la législation est correcte au niveau de la production, mais pas du tout au niveau des prix de vente des produits, ni du travail fourni pour cette production. Dans tous les domaines, pour se soumettre aux normes européennes, il faut procéder au remaniement parcellaire, créer des surface à travailler avec des machines qui, elles seules, permettent un rendement correct. Toute l'évolution de l'agriculture roumaine dépend de la confiance que les paysans accordent aux nouvelles règles, à la crédibilité des produits qu'ils élaborent et à la formation d'une nouvelle génération initiée à la paysannerie moderne, correctement rémunérée.

Ionel COVRIG, lui, y croit ; ce qui provoque un certain scepticisme dans la salle. Mais il est, sans doute, mieux placé que nous pour pouvoir en juger...

Synthèse : Rose-Marie KOCH et Hubert ROSSEL



Photo Ion Ene

En attendant, gardons le sourire!...

Aujourd'hui, la Roumanie et moi...

20 ans après...

A l'occasion du 20^e anniversaire, plusieurs personnalités en lien, à un moment ou à un autre, avec la Roumanie et l'OVR ont été invitées à nous dire quelles impressions elles gardent de leur engagement. Les messages reçus seront publiés dans les prochains « Réseau » à commencer par M. Eric VORUZ, Conseiller national, ancien membre du Comité qui a soutenu l'Association Morges-Ciolpani, alors qu'il était syndic.

Non ce n'est pas « Mission impossible-le retour » mais bien la Roumanie... 20 ans après. Quoique, n'était-ce pas aussi une sorte de « Mission(s) Impossible(s) », il y a 20 ans, lorsque furent créées « Opération Villages Roumains – OVR » et d'autres associations qui s'y sont rattachées, telle par exemple l'amicale « Les Amis de Ciolpani », à Morges ?

20 ans, une génération que l'on peut même comparer à un siècle, tellement les choses vont vite, surtout pour les pays sortis des griffes du stalinisme cynique, pratiqué essentiellement en Roumanie.

Il y a 20 ans, la découverte. Mais quelle découverte ! La Roumanie est en ruines, les paysans et leurs familles arrachés de leurs gîtes et flanqués par le régime dans des clapiers. On y trouve aussi des magasins vides, des produits périmés depuis longtemps, un patrimoine totalement sac-cagé par les Ceaușescu, bref une Roumanie totalement mise en ruines.

Avec l'aide de nombreuses associations suisses et OVR, bien des villages – et même une ville, si je pense à Gherla – ont pris leurs destinées en mains et les premières bases y sont implantées grâce à notre mouvement de solidarité (constructions de puits, aides directes aux personnes, équipements d'asiles de personnes âgées, d'orphelinats, de dispensaires, d'écoles, etc.) Oui, il y a 20 ans, c'était comme ça !

Et depuis ? 20 ans après, la Roumanie a sauté directement du début du 19^{ème} siècle au 21^{ème} siècle. Quel bond ! Mais pas sans heurts. L'on voit des infrastructures se réaliser ou s'améliorer, des grandes firmes s'installer, de grands magasins aussi. Tout cela, non exempt d'une spéculation effrénée et une *nomenklatura* se saisissant quasi gratuitement des conglomérats pétroliers, énergiques et bien d'autres. Contrairement à d'autres ex-pays de l'emprise soviétique, la Roumanie a quasiment la même *nomenklatura* qu'autrefois pour diriger le pays. Le personnel politique est resté quasiment le même, du moins encore pour une décennie. Cela a apporté méfiances des pays occidentaux, dont l'Union européenne et la Suisse. La Roumanie devait se bouger si elle voulait « être comme les autres ».

La génération poststalinienne est arrivée et commence à prendre les rênes du pays. Pas seulement politiques (là des efforts sont encore à faire), mais au niveau de la Société roumaine. Des enfants que nous avons connus, et il y en a eu beaucoup, sont aujourd'hui adultes, certains mariés et... parents. Certains ont créé leurs petites entreprises familiales, d'autres ont leurs fermes à la campagne ou sont devenus vétérinaires, d'autres encore travaillent pour des filiales étrangères qui s'y sont installées. Petite anecdote : « Parrain » d'un enfant de 10 ans à Ciolpani, il est aujourd'hui père d'un petit garçon et travaille à l'aéroport international pour Lufthansa...et Swiss, filiale de cette dernière !!

20 ans après, la Roumanie est désormais membre de l'Union européenne, elle bouge, elle émerge. Rien n'est simple, mais cela avance. Et, quelque part, OVR-CH et les associations qui lui sont affiliées y sont pour quelque chose. Malgré certaines « bringues » dues à des jalousies, j'ai la nette impression que nous avons posé les premiers jalons pour que la Roumanie puisse s'en sortir. Ensuite, l'Europe, la volonté, la débrouillardise...et le temps ont fait le reste. La Roumanie, membre de l'Union européenne, qui aura un jour une monnaie plus forte que le franc suisse avec l'euro et qui (re)deviendra le grenier de l'Europe. Pourquoi pas ? Dans ce coin de l'Europe, un pays latin fait aussi du bien.

L'Europe ? Voilà que la Suisse devra encore dire son mot sur la prolongation des accords bilatéraux concernant la libre circulation des personnes étendue à la Bulgarie et à la Roumanie. Les « Roms » ? je sais que ce problème existe aussi en... Roumanie. Quel paradoxe ! Au fond, pourquoi ne pas dire simplement « les tsiganes » qui vivent partout et à nulle part et sont de toutes origines ? Ils n'ont pas de frontières, c'est tout.

Voilà, c'est aussi ça, la Roumanie 20 ans après. Une normalisation qui pourrait nous surprendre ces prochaines années. Il n'y en a point comme nous ? A voir !

Eric VORUZ
Conseiller national

20 ans déjà ! – OVR et le monde rural roumain

2^e partie – Thèmes de préoccupation et domaines d'engagement

Le mouvement « Opération Villages Roumains » est né d'une réaction de citoyens responsables, conscients de leurs droits et de ceux des autres. Avec le recul, on peut affirmer que sa spécificité est, probablement, d'avoir maintenu cette exigence et cette responsabilité citoyennes. De sa structure nationale du début, l'organisation s'est internationalisée en devenant une *Association internationale sans but lucratif* (AISBL), mais elle n'a pas perdu ses objectifs premiers : permettre un développement vrai, dans le respect du pluralisme. Elle veut donc passer d'une « aide » passive à une volonté de « coopération », au sens plein du terme, car il n'y a de développement vrai que celui qui passe par la « responsabilisation » de l'autre.

« Cette volonté de coopération peut-elle aller jusqu'au droit d'intervention, voire d'ingérence comme disent certains ? La réponse se trouve en toutes lettres dans l'article 3 [des] statuts : oui, dès lors qu'il s'agit de "défendre les droits des citoyens de décider de leur environnement social, politique, économique, éthique et écologique". L'OVR veut "respecter et promouvoir le devoir d'ingérence", pour autant qu'il soit "non étatique". Il ne s'agit pas de s'ingérer dans la politique du pays en soi, mais de rendre [les] partenaires roumains conscients qu'ils ont des droits et leur donner les moyens de les faire respecter. Il n'est pas toujours facile, après des décennies de passivité politique forcée, de savoir comment "pratiquer" la démocratie ; nous [Occidentaux] avons, là aussi, un rôle de parrainage actif à jouer, pour permettre "de favoriser l'implication des citoyens et de la société civile pour trouver de nouveaux *modus vivendi* entre les Etats d'Europe et entre les communautés nationales et les minorités qui composent ces Etats". L'idée de "citoyenneté responsable" se trouve donc bien au cœur d'un projet comme celui que tente de réaliser l'OVR. Il faut soi-même être responsable pour permettre aux autres de le devenir. Cela passe parfois par des expériences douloureuses, des échecs de part et d'autre, ou ce qui peut être ressenti comme tel. » (ROSSEL H. : 1999a, 22).

Un autre aspect de la spécificité de l'ONG « OVR-International » est de permettre/favoriser la réalisation de ces objectifs « citoyens » dans une optique d'éducation permanente, tant pour les Occidentaux que pour les Roumains. Le

même article 3 des statuts précise, explicitement, que les objectifs cités ci-dessus passent par :

- l'apprentissage de la pratique de la démocratie ;
- la promotion de la coopération décentralisée entre citoyens et/ou collectivités locales ;
- la création de réseaux de solidarité, d'échange et de partenariat, locaux, communaux, intercommunaux, régionaux, nationaux, internationaux.

L'Association soutient et peut assurer la coordination des projets au niveau régional, national et international des différentes coordinations du réseau OVR-I, tout en préservant l'autonomie d'action de chacun. Elle peut prendre des initiatives entrant dans ce cadre, particulièrement au niveau de la diffusion de l'information entre les membres.

La pratique du vécu de cette association internationale décentralisée montre que chaque « coordination OVR nationale » est responsable de ses propres engagements – au même titre que les associations locales dans chaque pays membre de l'OVR-International –, tout en étant aussi collectivement responsable des engagements pris par la structure internationale (OVR-I), à partir du moment où un projet est accepté en Assemblée générale. Il y a donc un engagement à trois niveaux différents : local, national et international. Cette triple échelle permet de répondre, le plus judicieusement possible, à tout type de besoin, quel que soit le niveau de pertinence¹.

La deuxième partie de cette approche veut rappeler quelques aspects de la structure internationale du mouvement OVR, généralement moins connus par les associations locales. En effet, parallèlement aux accords de parrainage et de partenariat passés entre les communes occidentales et les villages roumains de l'association OVR, à l'intérieur de chaque coordination nationale, le réseau OVR-International a, dès le début, favorisé ce qui pouvait enrichir la structure de base du *développement local* à l'échelle de l'ensemble de la Roumanie. Le paradoxe n'est qu'apparent, car il s'agit

¹ Des bilans synthèses ont été faits à différentes reprises, surtout à l'occasion des 5 et 10 ans d'existence du mouvement OVR et de l'évolution de l'association ; ils permettent de bien mettre en valeur les étapes franchies, les remises en question, les questions éthiques posées et l'affinement des orientations prises par l'ONG (cf., par exemple : OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1994a ; OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1999).

bien de favoriser une structure en réseau à l'échelle nationale, pour permettre aux différents accords du niveau de base d'avoir un contexte d'ensemble dans lequel s'intégrer.

Le dénominateur commun « développement local » sous-tend trois options de base :

- la démocratie nouvelle et la vie citoyenne au niveau local ;
- la vie rurale comme cadre de développement ;
- le tourisme rural et ses contradictions.

1. La démocratie nouvelle et la vie citoyenne au niveau local

« Comprendre et faire comprendre », tel pourrait être le leitmotif des premières manifestations officielles de l'ONG *Opération Villages Roumains*. Les « Ateliers de la Démocratie » ont proposé, les premières années, des rencontres internationales sur des thèmes nouveaux – qui étaient autant de problèmes nouveaux – pour les Roumains qui venaient de sortir de leur carcan communiste. Les actes de ces rencontres ont été régulièrement publiés dans une série intitulée : *Les Cahiers de la Démocratie*. Ils constituent les premières formes de l'engagement social et politique de cette AISBL (Association internationale sans but lucratif) si atypique.

Ainsi, le *Protocole de Cluj* s'est inscrit dans le droit fil de cette démarche de citoyenneté responsable. Des élus locaux européens et d'autres chargés de mission, délégués par l'*Opération Villages Roumains*, se sont rencontrés, à Cluj, les 12 et 13 mai 1990, pour parler du problème des relations intercommunautaires en Roumanie, suite aux tensions qui s'étaient développées dans la ville de *Târgu Mures / Marosvásárhely*. Des représentants des antennes régionales et locales des grands partis politiques et d'associations roumaines, ainsi que des délégués de cinq pays représentant l'OVR, sans parler de représentants du Conseil de l'Europe, tous ont souhaité « que le Conseil de l'Europe s'implique dans une mission visant à encourager, en Roumanie, la recherche de solutions basées sur les expériences européennes en matière des Droits des Minorités [et invité] les instances internationales à assurer la réciprocité des droits de l'ethnie roumaine vivant dans d'autres pays européens et de garantir la réalisation des principes » [qu'ils avaient énoncés auparavant]. Tous les signataires se sont engagés à (faire) appli-

quer les consensus constatés, en même temps que la diffusion du texte du Protocole².

De même, *Les rencontres de l'Epa* (OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1993), en France, ont présenté la structure OVR, ainsi que les caractéristiques de base du *Conseil de l'Europe* et du programme PHARE. Conçu à l'origine pour la Pologne et la Hongrie, ce cadre de l'Assistance de l'Union européenne pour la Restructuration Economique a très rapidement été élargi aux autres pays d'Europe centrale et orientale. La situation de la Roumanie de l'époque n'a pas été oubliée, que ce soit pour la présentation des principaux repères juridiques de la transition économique du pays ou pour sa situation politique, juste après les élections de septembre 1992.

Les « rencontres de Timișoara », en mai 1994, ont permis une étude comparative de différents systèmes communaux européens, pour faire une sorte d'état des lieux des diverses formes de l'autonomie locale légalisée. *L'Europe à l'épreuve de ses démocraties locales* (OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1994b) présentait aussi les textes de la « Charte européenne de l'autonomie locale », ainsi que la nouvelle « loi sur l'administration locale roumaine N° 69/1991 ».

A l'époque, rien n'était plus important que la diffusion des nouvelles législations et des normes, car la population rurale roumaine n'était pas du tout au courant de ses nouveaux droits ! Actuellement, le problème ne se pose plus tellement en ces termes, mais plutôt dans celui du courage à avoir pour oser s'exprimer, lorsque l'Etat agit en ne tenant pas compte des populations rurales concernées.

Un cas assez représentatif de cette situation s'est posé – et se pose encore toujours actuellement ! – par le soutien des autorités du pays à un projet d'une société canadienne qui s'est allié à une compagnie d'Etat rou-

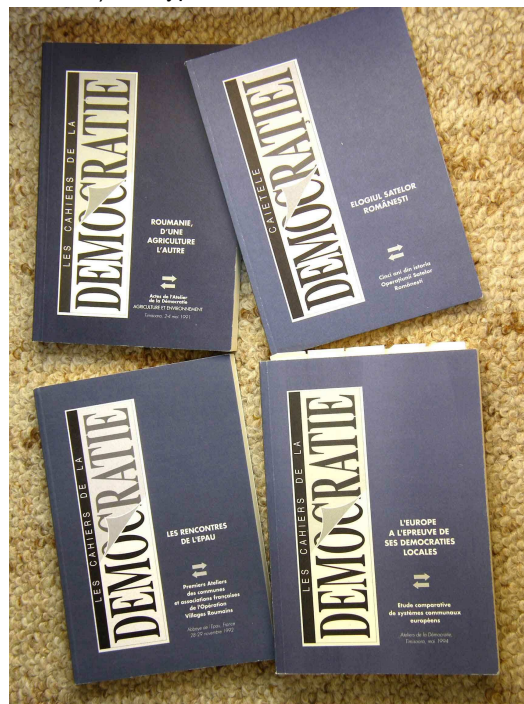


Photo Hubert Rossel

Les 4 premiers « Cahiers de la Démocratie »

² Le texte roumain du *Protocole de Cluj* a été publié dans le 3^e volume des « Cahiers de la Démocratie », *Elogiul Satelor Românești* (OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1994a, 83-85). Le texte français – ainsi que le nom des différents signataires des partis politiques roumains et des associations représentées venant de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, de Hongrie, des Pays-Bas et de Roumanie – est repris dans *Une Utopie citoyenne* (OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1999, 41-43).

maine pour exploiter des mines d'or à ciel ouvert. Le problème posé – outre les atteintes à l'environnement par les procédés chimiques utilisés³ – est que la compagnie « Roșia Montană Gold Corp. », du canadien d'origine roumaine Frank Timiș, se propose de déplacer plus de 2 000 personnes parce que la vallée dans laquelle ils habitent a été achetée par l'entreprise. Faut-il accepter le dynamitage prévu des habitations, des sept églises, des cimetières, des monuments historiques ? Quelle défense peut-on apporter à ces populations ? Faut-il « Etre "politiquement correct" ou "parler vrai" ? » (ROSSEL H. : 2003a), lorsqu'on sait ce qui se trame derrière le dos des gens, quand on veut favoriser une certaine croissance économique, au détriment de leur exis-



Photo campanii.ngo.ro

Carte de protestation éditée par une ONG roumaine pour sauver Roșia Montană !!!

tence sur leurs propres terres, en détruisant totalement leur structure socioculturelle ? Dans ce cas, comme dans d'autres, le cheminement et la démarche de l'ensemble de la structure OVR pourraient avoir valeur d'illustration quant à son fonctionnement. Une commune OVR belge apprend l'information par ses partenaires roumains directement concernés et menacés dans leur vie sociale et culturelle ; la coordination OVR Belgique transmet l'information au réseau OVR-International, qui, lui-même, la diffuse à l'ensemble des partenaires des autres pays OVR, après en avoir discuté en Conseil d'administration et en Assemblée générale. L'appel a été lancé par plusieurs partenaires roumains du réseau OVR-I et par le président d'OVR-Roumanie, lui-même. Il n'y a donc pas à hésiter pour les membres de cette ONG : il faut soutenir les actions de la « société civile » qui vont dans le sens des valeurs défendues et qu'elle aide ses partenaires à

³ Un désastre écologique est planifié dans le bassin de décantation par l'utilisation de cyanure pour permettre le traitement du minerai, le même procédé que celui utilisé à Baia Mare (nord-ouest de la Roumanie), à la base de la pollution de la Tisza et du Danube en 2002.

défendre. Il n'y a pas de compromission politique quand il s'agit de défendre des idées correctes, même si elles ne sont pas « politiquement correctes » aux yeux des autorités du pays.

L'ONG *Opération Villages Roumains* ne fait pas de politique politicienne. Elle forme une association membre de la « société civile », partie prenante de la défense des droits des populations à vivre dans leur milieu social et culturel. Elle l'a prouvé en 1989 ; elle l'a confirmé encore dans ce cas, par l'envoi de toute une série de lettres de protestations aux différentes autorités politiques du pays, rejoignant ainsi bon nombre d'autres ONG internationales qui avaient déjà signé une pétition allant dans ce sens⁴. L'ONG *Opération Villages Roumains* n'a fait, d'ailleurs, que dire tout haut et rapporter ici, en Occident, ce que tout le monde peut observer sur place là-bas, y compris les Occidentaux qui vont en Roumanie. Elle a aussi permis aux rares élites roumaines qui ont la volonté et le courage de le faire, de servir de relais pour faire comprendre la situation sociale, économique et politique de leur pays⁵.

2. La vie rurale comme cadre de développement

Dès le début des années 2000, l'actuel président d'OVR-Roumanie, faisait déjà remarquer que la situation du milieu rural roumain se détériorait sans cesse et tendait à dégénérer vers des situations imprévisibles : « *Même si le partena-*

⁴ Les différentes actions entreprises par des dizaines d'ONG nationales et internationales ont déjà réussi à faire revenir la Banque Mondiale sur sa décision de financer le projet, en annulant le prêt de plusieurs centaines de millions d'euros qu'elle s'appropriait à accorder indirectement à Frank Timiș. L'*Académie roumaine de Cluj* s'est également opposée au projet, en 2002 déjà, tant pour des raisons écologiques que culturelles. Elle a aussi mis en évidence que la Roumanie contrevient ainsi aux mesures qu'elle a elle-même ratifiées à la Cour européenne des Droits de l'Homme, concernant le déplacement forcé des populations. Une délégation parlementaire officielle de l'Union européenne s'est rendue sur place, en décembre 2003, et a rencontré les représentants des différentes parties concernées, dont ceux de l'ONG *Alburnus Maior*, qui a été la plus active pour la défense du site de Roșia Montană. Elle a surtout voulu étudier l'impact réel de cette activité minière sur le développement local, ainsi que la conformité des méthodes envisagées par rapport aux normes européennes. Comme l'a fait remarquer le président de *Alburnus Maior*, lorsque cette ONG a été honorée par la Société civile roumaine, en présence d'un millier de responsables d'ONG, des représentants du monde politique, des affaires et des médias : « *ce prix ne m'appartient pas, mais bien à la société civile de Roumanie. Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous ce soir et pourtant il est difficile d'être ici quand Roșia Montană est menacée de destruction sous la bannière du prétendu "développement". Il est temps pour la Roumanie de refuser les projets qui, tandis que bénéficiant d'aides car devant contribuer normalement au développement, auront des impacts désastreux sur tous les secteurs vraiment importants de la vie* » (La Double Flèche : 2004, 3-4).

⁵ Ce fut, par exemple, le cas de M. Andrei CORNEA, professeur d'Etudes culturelles européennes à l'Université de Bucarest et rédacteur dans différentes revues littéraires, lors de l'exposé qu'il fit à l'Assemblée générale d'OVR-Suisse, en 2002, à Neuchâtel (ROSSEL H. : 2002, 3-4).

riat OVR-RO – OVR-I n'a jamais cessé de s'engager dans l'organisation, la recherche de solutions et la gestion d'une partie non négligeable des affaires publiques internes aux unités administratives et territoriales, dans l'intérêt des communautés locales qu'il représente, il ne peut bien évidemment pas à lui seul résoudre tous les problèmes de la communauté rurale ». L'association OVR-RO a été reconnue comme organisme crédible pour résoudre les problèmes de l'Administration Publique Locale (APL), mais le partenariat avec l'institution officielle roumaine n'a pas toujours fonctionné comme il aurait dû, et pas uniquement parce que l'association ne dispose pas de moyens financiers considérables ! Et Francisc Giurgiu de continuer : « Même si le cadre législatif actuel permet le financement de projets d'ONG et de Comités locaux OVR-RO [= les associations locales décentralisées, en partenariat avec des communes occidentales], la mise à disposition d'espaces pour le déroulement d'activités, l'entraînement dans la prestation de services ou le soutien et l'implication des organisations dans la prise de décision, le temps passe vite et presque rien n'est encore réalisé. Les lois ont été écrites et votées, mais pas appliquées. Les responsables de leurs applications doivent être soit sourds, soit aveugles, soit incompetents » (GIURGIU F. : 2002, 1).

« Tous les projets conçus et promus par OVR-RO ont été assistés par la FRR [la *Fondation Rurale de Roumanie*] avec comme objectif le développement rural roumain sur trois axes :

- la consolidation de la capacité de l'APL en ce qui concerne l'ancrage des activités de développement rural ;
- l'infrastructure rurale (alimentation en eau, canalisations, réparations et rénovations des unités scolaires et sanitaires, routes, etc.) ;
- la conduite des projets, l'assistance technique et la logistique nécessaires pour coordonner et mener à terme les projets (assurés surtout par nos partenaires occidentaux).

L'actuel président d'OVR-RO s'indignait aussi : « est-il possible que les gens élus au niveau local soient accablés par d'autres problèmes plus importants ? Existe-t-il une telle différence dans la manière d'apprécier les problèmes de la communauté que même la simple communication entre les organisations et leurs élus soient impossible ? Existe-t-il une autre manière de percevoir l'idée de développement, l'amélioration des conditions de vie, la diminution de la grande disparité entre la vie urbaine et la vie rurale ? Et comme le milieu urbain prime sur le monde rural, les organisations et les comités locaux d'OVR-RO continuent à constituer le soutien et l'allié le plus fidèle du paysan et du village roumain ! » (GIURGIU F. : 2002, 3)

Le regard porté sur l'APL (*Administration Publique Locale*) n'était pas tendre ! Mais il est d'autant plus pertinent que la personne qui a émis ces critiques a fonctionné comme maire dans sa commune pendant plusieurs années. Il connaît donc parfaitement les lois actuelles de décentralisation ; il sait aussi comment on pourrait les appliquer, pour le plus grand bénéfice des populations rurales. Mais, la corruption, la force d'inertie et une certaine mauvaise volonté administrative étant ce qu'elles sont dans le pays, actuellement, seules restent les actions entreprises par des ONG et des associations privées sans but lucratif. Ce sont elles qui occupent l'espace sur le terrain, d'un point de vue concret, et qui peuvent – si les partenaires roumains acceptent également de s'investir personnellement – permettre une amélioration des conditions actuelles de développement ! La situation va-t-elle fondamentalement changer, depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, en janvier 2007 ?

Depuis la réforme agraire de février 1991, le milieu rural roumain connaît déjà des bouleversements structurels importants, qui se sont ajoutés aux conséquences économiques et sociales de la transition vers une économie de marché. Cette même année 1991, une nouvelle *Loi sur l'autonomie locale* a paru au mois de novembre, qui permet aussi une gestion décentralisée des nouvelles parcelles restituées. Mais encore fallait-il connaître ces nouvelles législations, à l'époque, et être capable de mettre en pratique leurs modalités d'application. La réponse de l'ONG *Opération Villages Roumains-International* (OVR-I) à cette réalité nouvelle s'est faite en deux temps :

- pour permettre une véritable dynamique du développement rural, elle a institué, dès 1996, la « *Fondation Rurale de Roumanie* » ;
- pour permettre une recherche plus élaborée et un partage d'expériences, elle a mis sur pied, en 2001, les « *Universités Rurales Européennes* ».

La spécificité de la **Fondation Rurale de Roumanie** (*Fundația Rurală din România*, FRR) est d'être une structure roumaine autonome au service de projets locaux de développement. Elle est formée d'experts et de formateurs au contact des réalités professionnelles du milieu rural. Comme elle le dit elle-même, son originalité réside dans sa capacité à mobiliser et à regrouper : « des chercheurs roumains et occidentaux, spécialistes des questions rurales ; des élus locaux, régionaux, nationaux, intéressés par l'avenir du milieu rural ; des structures publiques, privées associatives – occidentales et roumaines – s'occupant du développement rural ou spécialisés dans une de ses dimensions ». Elle met surtout en évidence le fait que « le développement rural en Roumanie, c'est associer l'ensemble des acteurs du milieu, privilégier une approche transversale du développement

dans une perspective de développement à long terme des ressources. C'est aussi le souci de produire mieux, c'est également soutenir le développement des activités agricoles dans une perspective durable » (FONDATION RURALE DE ROUMANIE : 1997).

Cette fondation, initiée par OVR-I, fonctionne avec le concours de l'Union européenne (UE) et le programme « PHARE-partenariat et création d'institutions », du Ministère français des Affaires étrangères, de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR, France), de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux (FNFR, France) et de la Région Wallonne (Belgique), par le truchement de la Fondation Rurale de Wallonie (FRW). Elle s'est spécialisée dans l'expertise et l'accompagnement de micro-projets dans une optique de développement local et a constitué, pour ce faire, un centre de ressources (d'abord à Sibiu, maintenant à Bacău) et la formation d'agents de développement impliqués dans le tissu roumain. Cette structure reste cependant fort sous-employée, car le développement du monde rural ne fait pas encore recette et il est difficile d'obtenir des moyens financiers réguliers. Un de ses fondateurs, parle de l' « histoire d'une ambition inachevée... » (DELMON X. : 2002).

Dans le contexte de la pré-adhésion de la Roumanie à l'UE, il aurait sans doute fallu revaloriser cette fondation qui occupe une niche si spécifique et qui dispose d'un potentiel humain bien adapté aux réalités locales. Ce sont des gens de terrain qui ne peuvent qu'avoir un impact positif sur les collectivités locales (les communes rurales et les villages qui les composent), les populations rurales et le réseau existant ou émergent des petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des associations de développement local.

Les **Universités Rurales Européennes** apportent un complément à la FRR ; elles permettent une réflexion plus large sur le développement du monde rural. L'idée n'est pas nouvelle, mais le concept est peu connu et, encore moins, mis en pratique ! Nous avons vu précédemment que quiconque s'intéresse aux problèmes de développement sait pertinemment bien que la *croissance* n'est pas le *développement* (cf. supra) et qu'il n'y a de développement vrai que celui qui implique les personnes directement concernées. Pour inciter les gens à vivre pleinement et à travailler dans leur région d'origine, il n'y a d'autre moyen que celui de leur faire prendre conscience de la « richesse » – pas seulement économique, mais aussi culturelle – du milieu dans lequel ils se trouvent. Connaître sa région, son pays, ou apprendre à la/le découvrir pour pouvoir en parler ou en vivre est donc prioritaire.

C'est, au fond, ce principe de base qu'ont toujours voulu faciliter et concrétiser les Universités rurales, depuis qu'elles

existent en France, dans les années soixante : « permettre une réflexion sur les milieux ruraux, en englobant mais en dépassant aussi une approche uniquement agricole. Rassembler des chercheurs et des universitaires, ainsi que des personnes faisant vivre ces régions en travaillant dans le secteur primaire (agriculteurs), secondaire (artisans, PME...) et tertiaire (commerçants...), autochtones comme nouveaux résidents, suite au développement des mouvements pendulaires » (ROSSEL H. : 2001).

Le but des Universités rurales est donc de « faciliter l'expression d'acteurs locaux du développement rural, de leur permettre de prendre du recul par rapport à leur action ou leur terrain, de favoriser l'innovation et d'organiser ainsi une confrontation constructive avec les autorités publiques et le monde universitaire » (*URE Roumanie*, Dossier de présentation, janvier 2001).

La première *Université rurale européenne* dans un des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) s'est tenue en Roumanie, en septembre 2001, à Timișoara. Elle était organisée conjointement par la Fondation rurale de Roumanie (FRR), Opération Villages Roumains (OVR), La Fondation rurale de Wallonie (FRW, Belgique), la Fédération nationale des Foyers ruraux (FNFR, France) et l'Université de Timișoara, essentiellement par des représentants de la Faculté d'Agronomie. Elle fut également soutenue par la Fondation SOROS. La simple énumération de l'origine des différents participants donne une idée de la richesse des échanges qu'il y eut dans l'ensemble des ateliers, des visites sur le terrain et des animations autour des différents aspects du thème « Ruraux/Urbanisés » : leur perception réciproque, les relations économiques, les néo-ruraux, le tissu associatif, le problème de la fuite des cerveaux et la difficulté des interrelations entre les ruraux et les urbains.

L'équilibre entre la théorie et la pratique n'a pas toujours été facile à trouver, comme l'a relevé une institutrice roumaine, ayant reçu une formation à la Faculté de Tourisme de l'Université de Sibiu et fort engagée dans une association de développement local (RĂCEU I. : 2001). Le président de la Fondation rurale de Roumanie (FRR), pour sa part, a relevé dans un compte-rendu que l'objectif était de donner la parole aux jeunes et que le bilan qui en a été fait s'avère très positif. Les ateliers ont été organisés par les Roumains eux-mêmes et ont été si bien menés qu'un membre de la Fédération nationale des Foyers ruraux (FNFR) a été convaincu d'organiser l'Université rurale suivante en France et d'y faire participer des jeunes de Roumanie (IVANOVITS P. : 2002).

Ces erreurs de jeunesse ont été corrigées lors de l'*Université rurale européenne* organisée en Aquitaine, à Saint-Emilion, durant l'été 2002. Une véritable réussite aux yeux du coordinateur de projets Universités Rurales à la

FNFR (JAMET C. : 2003), et co-organisateur, avec le réseau français d'OVR, de cette nouvelle édition. Spécialement orientée vers les préoccupations actuelles des ruraux de l'Europe centrale et orientale, le thème – « Pour une Europe des Ruraux par la confrontation des expériences » – a rassemblé des participants de plus de douze nationalités autour d'échanges nourris par des expériences et des observations glanées le long d'itinéraires qui avaient permis, dans un premier temps, la découverte de six territoires français différents. L'un d'entre eux a été particulièrement remarqué pour son audace et les réponses apportées aux questions des participants : « Comment créer son propre emploi et développer une économie locale en milieu rural ? ». Tout le numéro d'avril 2003 du bulletin de la coordination *Opération Villages Roumains-France* (OVR-F) transpire de la richesse de ce travail en réseau (GAUTHIER M.-G. : 2003), ainsi que de celle des rencontres et des échanges en milieu rural (MOIRAUD L. : 2003). Le monde rural ne se limite pas à l'activité et à la production agricole. Les organisations professionnelles, les projets et les initiatives locales, ainsi que le problème des jeunes en milieu rural sont autant de balises incontournables sur les voies du développement rural (MOIRAUD L. & LANGLET A. : 2003). Cette prise de conscience n'est pas nouvelle, mais doit régulièrement être remise dans le contexte de l'évolution socio-économique rapide du pays (cf., par exemple, ROSSEL H. : 1999b)

3. Le tourisme rural comme facteur de développement

S'il est conçu de façon réfléchie et respectueuse des populations locales, le tourisme rural peut se définir comme une approche globale et intégrée du développement. Mais, pour y parvenir, il est indispensable de pouvoir compter sur une participation active et réfléchie de ses habitants. Dès que la phase *humanitaire* de l'Opération Villages Roumains a passé le relais à celle du *partenariat*, un réseau intercommunal s'est progressivement constitué avec l'aide d'OVR-International. Cette coopération a débouché sur la constitution du réseau « *Rețea Turistică* », mis sur pied, dès l'année 1991, avec des fonds provenant des programmes

PHARE-Tourisme et ECOS de l'Union européenne, géré par le Conseil des Communes et Régions d'Europe.

L'approche du développement des premiers villages « volontaires » – répartis en huit zones pilotes – « se veut globale et intégrée dans le sens où elle prend également en compte la préservation et la promotion du patrimoine (naturel, folklorique, architectural, gastronomique...), ainsi que le développement économique de ces villages, sans en oublier les aspects fondamentaux de démocratie locale. (...) Dans la plupart de ces villages, une association gérant l'activité touristique a été constituée. Parfois, elle revêt une forme juridique. Emanation de la population villageoise locale, elle constitue le pivot du développement et se pose en gardienne des valeurs fondatrices d'Opération Villages Roumains » (WATHELET D. (éd.) : s.d.).

La philosophie de base – et l'originalité – de cet écotourisme basé sur le logement chez l'habitant, est de permettre aux logeurs eux-mêmes de bénéficier des retombées de leur développement, par une mise en commun de leurs efforts et de leurs moyens, via le réseau local dont ils font partie. En effet, une partie des paiements effectués par les touristes aux logeurs – que ce soit pour le logement proprement-dit ou pour diverses prestations offertes – est consacrée à des investissements d'intérêt général de l'association locale, liés ou non à l'activité touristique. Ainsi, le tourisme rural peut participer au début de la chaîne du développement de l'exploitation et des ressources locales par la création d'un dynamisme économique à l'échelon du village. Le tourisme chez l'habitant peut donc aussi devenir une alternative intéressante pour le développement du monde rural, renforçant les liens de solidarité active entre les gens des communautés de base et les touristes qui recherchent une approche qualitative des milieux qu'ils découvrent.

Les questions du tourisme rural et du réseau « *Rețea Turistică* » reviennent régulièrement dans les discussions des différentes coordinations OVR nationales, que ce soit en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Suisse (ROSSEL V. : 2001) et, bien sûr, en Roumanie elle-même. Le réseau s'est développé ; des mises à jour régulières des villages mem-



Photo Hubert Rossel

Entrée d'un village «Rețea» dans le județ de Harghita

bres (de 14 on est passé à une trentaine) et des maisons d'accueil (WATHELET D. (éd.) : 1997 ; PONS-GHITULESCU N. : 1998) sont envoyées aux différentes personnes concernées, aux agences et offices de tourisme (y compris roumains) et aux principaux guides touristiques présentant la Roumanie. Un guide touristique, *Au pays des villages roumains*, a aussi été édité pour le réseau OVR (BOVON-DUMOULIN M. & J. : 2002).

Tout n'évolue cependant pas sans quelques problèmes, ni toujours au rythme souhaité. Le « *Rețea Turistică* » ne dispose toujours pas de statut juridique ; il faudrait pourtant y renforcer les conditions d'admission, ainsi qu'une structure de contrôle, pour éviter les excès, les usurpations de nom et certains dysfonctionnements. Il serait facile de décider de l'extérieur les remaniements nécessaires et les imposer aux membres qui ont accepté de les respecter mais ne le font pas toujours. Il est, cependant, plus formatif de les amener à prendre conscience des erreurs commises et/ou des engagements non respectés, des manquements à la Charte éthique, pour qu'ils puissent redresser la barre eux-mêmes. Il reste aussi à éclaircir le type de relations à entretenir entre l'ONG *Opération Villages Roumains – International* (OVR-I) qui est à l'origine de ce réseau ; la *Fondation Rurale de Roumanie* (FRR) qui pourrait en coordonner les différentes activités ; l'association *Opération Villages Roumains – Roumanie* (OVR-RO) qui prend progressivement le contrôle de ce qui a été initié par la coordination internationale (OVR-I). La lutte contre la récupération du réseau par d'autres associations touristiques, la prise de conscience citoyenne des Roumains et la valorisation de leur patrimoine ne peuvent se faire qu'à ce prix ! Ce fut un des points importants des rencontres de Săliște (novembre 2003) dont il sera question ultérieurement.

Plus récemment, les membres néerlandais de l'OVR – épaulés par les partenaires flamands – ont mis en route un projet pour la promotion touristique des villages saxons et des **Églises fortifiées « saxons » de Transylvanie** (ROSSEL H. : 2003c). Cet intérêt culturel s'explique facilement car le néerlandais, parlé aux Pays-Bas (OVR-NL), et le flamand, parlé dans le nord de la Belgique (ADR)⁶, sont des langues germaniques, d'où les nombreux liens culturels entre ces deux communautés et les « Saxons » installés depuis plus de 800 ans en Transylvanie, dans le nord-ouest de la Roumanie actuelle. Les changements politiques et sociaux intervenus dans le pays depuis ces derniers temps ont provoqué le départ de la quasi totalité des « Saxons », surtout retournés en Allemagne : sur les quelque 300 000 qu'ils

étaient auparavant, il n'en reste plus que 15 000 ! Une véritable hécatombe...

Le but du projet de promotion touristique dans ces régions d'intérêt européen est de sauvegarder le *patrimoine culturel spécifique* du pays par le développement d'un « tourisme rural » réfléchi, s'inscrivant aussi dans une logique de développement durable, et ne dénaturant pas les différentes églises et forteresses paysannes, dont beaucoup font partie du patrimoine mondial patronné par l'UNESCO. Un programme de recherches est conduit en parallèle par des spécialistes et la partie scientifique est menée avec la collaboration du *Siebenbürgen Institut*, le Centre de recherche et de documentation pour l'art populaire de Transylvanie, à Gundelsheim/Neckar (Allemagne), ainsi que le *Birou de Arhitectură FABINI*, à Sibiu (Roumanie). Ce Bureau a le monopole de la restauration des églises saxons en Transylvanie.

La coordination OVR-NL travaille aussi d'entente avec le *Kirchenbürgenschutzverein*, à Mediaș (Roumanie), une association qui vise à la protection des églises fortifiées de Transylvanie. Pour en assurer le financement, cette dernière a déjà mis en place un réseau à caractère touristique visant à les faire connaître par des randonnées pédestres, vélocipédiques ou équestres, et grâce à des possibilités de logement dans les cures, chez l'habitant ou dans des locaux publics.

Il est réjouissant de voir les synergies qui commencent à apparaître dans le pays, pour ce qui touche le développement du tourisme rural. Il est aussi heureux de constater que la logique de développement local est exactement la même que celle qui est à la base du réseau *Rețea Turistică*, en impliquant les populations locales, pour leur permettre d'apporter une plus-value à leurs conditions de vie, de participer à leur développement local et de faire connaître leur richesse culturelle. Mais, dans ce cas précis, il y a urgence car les populations concernées par cette culture si particulière dans le pays ne sont plus très nombreuses... ni très jeunes !

Ces quelques exemples suffisent à prendre conscience de l'importance de la « dimension locale » de l'approche envisagée par OVR-I, parallèlement aux différents partenariats en binômes, développés par les communes et/ou associations membres des différentes coordinations nationales. Vie citoyenne au niveau villageois et communal, monde rural omniprésent comme cadre de développement, tourisme doux comme facteur de mise en valeur du patrimoine culturel. Nous verrons – par la suite – l'état des différents projets en cours, après avoir mis en évidence les problèmes posés par l'évolution actuelle de la structure interne du mouvement OVR-I.

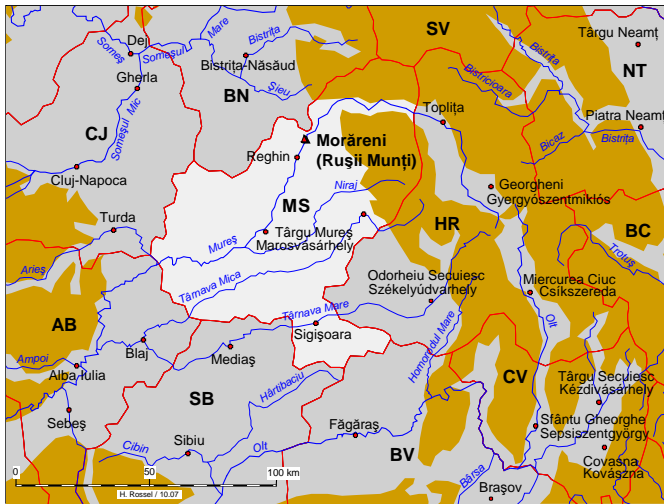
Hubert ROSSEL

⁶ ADR : « Actie Dorpen Roemenië » (= Action Villages Roumains), nom officiel de OVR-Belgique néerlandophone.

La « Maison OVR »

Elle existe en tant que telle depuis le 10 août 2007, date de l'acte notarié passé à Reghin (département de Mureș) entre les trois donateurs, Pierre-Daniel Béguin, Christiane Béguin, Danuț Albu et l'Asociația Națională a Comitetelor și

prendre leur destinée en mains, et à s'engager dans un partenariat, puis un partenariat dynamique, constructif et chaleureux, avec des habitants de la commune de St-Légier-La Chiésaz, en Suisse Romande.



A proximité d'axes de communication importants

Satelor Românești (ANCSR), c'est à dire ce que nous appelons tous OVR-RO, représentée par son président, Francisc Giurgiu. Cette donation n'est grevée d'aucune convention.

Localisation

Elle est sise en Transylvanie, dans la vallée de la Mureș, commune de Rușii Munți, dans le village de Morăreni, situé de part et d'autre de la route nationale allant de Reghin (MS) à Toplița (HR). Si vous venez de Reghin, après avoir roulé 18 km, dès que vous dépassez le panneau annonçant Morăreni, vous prenez à gauche à la seconde bifurcation (la première va à la gare) et vous parcourez encore environ 200 mètres. C'est l'avant-dernière maison à gauche. Si vous arrivez depuis Toplița, prendre simplement la première bifurcation à droite dans le village. C'est une maison traditionnelle de trois pièces, et d'une maisonnette attenante de deux pièces, ainsi que de dépendances (garage pour auto, bûcher et grange). Terrain donné avec la maison : 1 700 mètres².

OVR et Morăreni

Maison familiale de M. et Mme Constantin et Silvia Ne-goiasa, elle a été construite dans les années 1960, sur des terres ayant appartenu à leur famille. Ces deux personnes se sont beaucoup engagées dans le mouvement OVR, depuis 1990, en mobilisant et en conscientisant leurs concitoyens à

« Une ouverture sur le Monde » comme ils aimaient à le dire, du temps de leur vivant. Morăreni a probablement été un des premiers villages roumains OVR à voir la constitution d'une association locale OVR-RO, en février 1990, (Asociația Promorăreni).

Aujourd'hui, elle continue un précieux travail de partenariat, avec présentement comme objectif l'ouverture, cet automne, d'un cabinet de gynécologie au Centre de santé de Morăreni, qui abrite déjà – depuis 8 ans – un cabinet de médecine générale et – depuis 6 ans – un cabinet dentaire. Ce partenariat est également à l'origine de l'impulsion qui a donné naissance à la création de la Fondation FAER (Fondation pour la promotion de l'agriculture et de l'économie alimentaire) à Reghin, grâce à l'aide financière du Département pour le Développement et la Coopération (DDC) de la



Photo Hubert Rossel

Route d'accès depuis la nationale

Confédération suisse et à une collaboration entre les gouvernements respectifs.

Historique de la Maison OVR

C'est lors du CA (conseil d'administration) d'OVR-I à Mons, en Belgique, le 10 mai 2003, que le sujet a été abordé pour la première fois. Au départ, c'est parti de l'idée d'avoir un siège social stable pour OVR-RO et suffisamment d'espace pour y réunir les archives de cette extraordinaire expérience de partenariat entre villages roumains et

communes de l'Europe de l'Ouest. Il a été aussi question de visibilité pour une ONG comme OVR en Roumanie et « de mettre à disposition des partenaires occidentaux une « base technique », qui pourrait donner une image forte du mouvement Opération Villages Roumains en Roumanie. Cette mise en valeur est primordiale ».

Au CA suivant de Paris, le 14 février 2004, à l'unanimité, les administrateurs présents et deux représentés par une procuration, soit 13 sur les 15 que compte le CA, acceptent l'accord de principe suivant : « l'achat d'une maison pour en faire le siège social d'OVR-RO et qui soit la propriété d'OVR-RO ». Cette décision importante portera le nom de « Accord de la Saint-Valentin ».



Photo Hubert Rossel

Etat de la maison en avril 2006...

Un appel à souscription «Une brique pour la maison OVR» est alors lancé dans chacune des coordinations nationales OVR de Belgique, de France, des Pays-bas et de Suisse. Apparaissent alors les premiers buts de l'existence de la future Maison OVR :

- La Maison OVR comme « mémoire » de l'OVR
- La Maison OVR comme « bureau » d'OVR-RO
- La Maison OVR comme « vitrine » d'OVR-RO

Après bien des vagues hésitations au sein des CA d'OVR-I sur comment arriver à la concrétisation du financement de l'« Accord de la Saint-Valentin », la donation mentionnée ci-dessus est acceptée par OVR-I et OVR-RO.

Suivant les engagements financiers pris envers ses membres souscripteurs de « Briques » pour la Maison OVR, le comité OVR-CH a fait parvenir la somme de CHF 10 000.-, en automne 2007, pour entamer la réfection du toit. Le corps principal du bâtiment a ainsi pu passer l'hiver à l'abri grâce à une réfection complète de la charpente et de la couverture.

Afin de procéder de même sur la maisonnette attenante, une seconde somme de CHF 3 500.- a été acheminée, cet été, sur le compte en CHF de la Maison OVR, ouvert auprès de la Banque Roumaine de Développement de Reghin. Voilà où nous en sommes à ce jour.

Une question brûle les lèvres de tous les partenaires d'OVR : « ... Et maintenant, que peut-on faire ? »

L'avenir

OVR-CH a beaucoup réfléchi au futur de la Maison OVR et propose de mettre en pratique quelques unes des mille bonnes idées jaillies des échanges que nous avons eus tant au niveau d'OVR-I, que de celles apportées par nos membres. Cette maison, tous, nous avons décidé d'oeuvrer en-



Photo Christiane Béguin

... et en janvier 2008

semble à sa construction, et d'encourager nos jeunes de Belgique, de France, de Hollande, de Suisse à traverser l'Europe pour y rencontrer la jeunesse de Roumanie. Quand la grande aventure OVR a commencé, beaucoup d'entre nous n'avaient pas encore de cheveux blancs... Il ne s'agit pas d'oublier le passé, mais de continuer à construire. Le Département fédéral du Développement et de la Coopération pour les pays de l'Est européen (DDC) nous a bien spécifié que la Roumanie a encore grand besoin de cette coopération de proximité que le mouvement OVR a développée dans les zones rurales et il nous a fortement encouragés à ne pas abandonner, maintenant que la Roumanie a intégré l'Union Européenne.

L'âme de la Maison OVR

La Maison OVR a besoin d'une âme pour vivre et nous proposons, symboliquement, que ce soit celle de notre jeunesse européenne qui vient l'animer. Ce lieu de rencontre pourrait devenir « La Maison de Rencontre des Jeunes d'Europe » où ils pourraient débattre de sujets européens

dépassant les frontières de chaque pays, comme ceux de l'environnement, la protection de la nature, la valorisation du patrimoine, la gestion des déchets, le développement du tourisme, l'éducation, la vie citoyenne, etc. Depuis longtemps,



Photo Asociația NEXT

Des jeunes au service d'autres jeunes à Târgu Secuiesc (CV)

en Suisse, il existe des camps scolaires d'une semaine en pleine nature, magnifique moyen de sensibiliser les enfants à la richesse de notre patrimoine naturel et à l'importance de sa sauvegarde. Créer un lieu d'accueil où puissent se rencontrer les jeunes de l'Ouest et de l'Est, n'est-ce pas un beau défi à relever ? Réunies et enrichies de leurs différences, elles nous apprendraient probablement à ouvrir notre horizon sur le monde européen de demain et nous accompagneraient dans la recherche de solutions objectives aux problèmes que nous rencontrerions en chemin. Imaginez une Maison OVR ainsi et que, au fil des ans et des projets, elle se comporte pareille à une ruche bourdonnante qui, ne pouvant plus contenir tant d'activité et d'abeilles, se mette à essaimer, en Roumanie d'abord, puis peut-être plus loin ? Les abeilles ne savent rien de nos frontières étatiques...

Financement

Mais, où trouver le financement d'un tel développement ? Nous proposons que, pour commencer, chaque membre OVR de toutes les coordinations nationales qui a acheté symboliquement des briques pour la Maison OVR voit son don versé sur un compte « Maison OVR » ouvert par OVR-RO, en euros ou en CHF. Cette somme permettrait à OVR-RO de continuer la rénovation de la maison durant l'été 2009. Cela a déjà été effectué en Suisse et attribué à la rénovation du toit l'hiver dernier. D'autre part, nous lançons un appel aux groupes de scouts et de jeunes de Suisse et d'ailleurs, qui désirent s'engager durant l'été 2009 pour une activité constructive et enrichissante en Roumanie à Morăreni, de prendre contact avec notre Secrétariat OVR-CH :

Rose-Marie Koch, Blancherie 12, CH-1023 Crissier – Tél. : 0041 21 634 76 26 ; e-mail : rosemarie.koch@sunrise.ch.

En accord avec OVR-RO, dans un premier temps, nous sommes d'accord de centraliser en notre Secrétariat les demandes de camps d'été 2009 à Morăreni. Cependant, nous serions enchantés de partager cette tâche avec d'autres associations OVR.

Alors, on commence quand ?

L'accueil de jeunes à Morăreni, les premiers étés, pourrait se faire sous forme de camping. Par la suite, l'idée d'installer des petites cabanes en bois de deux étages pouvant abriter 2x2 lits est à creuser. Avec 10 cabanes, ce qui est réalisable sur les 1700 mètres² de terrain à disposition, la capacité d'accueil atteignant 40 places serait déjà confortable. Les prix évoluent chaque mois en Roumanie... En mai dernier, le coût d'une de ces cabanes, aménagée, avoisinait les 5 000 euros, sans les fondations de béton. Le principe de financement de ces cabanes pourrait se réaliser par 5 associations affiliées à une coordination OVR se mettant ensemble et payant chacune 1 000 euros. Il existe probablement d'autres possibilités de créer des logements, mais celui-ci a l'avantage de personnaliser l'accueil et d'offrir un peu d'intimité aux membres OVR occupant les places libres, lors de leur passage dans la région. Ce genre de logement nécessite, bien sûr, des locaux communs à construire.



Photo Christiane Béguin

Zone où installer des cabanes en bois - au fond, la maison

Morăreni est situé dans une zone où le bois ne manque pas et où nous pourrions commencer à penser énergie renouvelable et protection de l'environnement pour ces constructions. La Maison jouit d'un bel ensoleillement du matin au soir, ce qui permettrait, dans le futur, l'installation de panneaux solaires. Rușii Munți fait partie des quatre-vingts premières communes roumaines dont le projet d'évacuation des eaux usées avec station d'épuration a été approuvé cet été (financé par l'UE). Coût : plus de 3 100 000 euros. Finance-

ment de la commune : 600 000 euros. La mairie est très sensible à la protection de l'environnement dans ses 4 villages.

Monsieur Constantin Negoiasa, qui a construit lui-même cette maison, était un instituteur très aimé de ses élèves. Bien qu'ayant suivi de multiples études universitaires, en musicologie, en lettres, et en pédagogie, il n'a jamais compté ses efforts à enseigner avec passion la langue de Molière aux enfants de Morăreni et des autres villages de la commune. A ce jour encore, huit ans après son décès, ses élèves parlent toujours de cet homme extraordinaire qui, malgré

un régime ne lui facilitant pas la tâche, réussissait par l'apprentissage des langues, de la photographie, de la musique, à éveiller l'attention de ses élèves à des valeurs éducatives modernes et universelles, pas toujours mises en avant par le système scolaire alors en vigueur. Et c'est principalement pour que se perpétue cet intérêt, cette confiance et l'espoir mis dans la jeunesse roumaine d'alors, fermée au reste du monde, qu'aujourd'hui nous vous invitons à édifier la « Maison OVR » et créer ainsi un point de rencontres et d'échanges entre les jeunes de l'Europe entière !

Christiane BEGUIN

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Nouvelles inondations dans le nord-est du pays

Des inondations ont, à nouveau, affecté la Roumanie durant cet été et l'on peut dire qu'un grand quart nord-est a été touché sous une forme ou une autre par ses effets directs ou indirects.

L'Institut national d'Hydrologie et Administration des Eaux avait émis [...] un avertissement hydrologique code couleur orange pour les rivières des bassins hydrographiques Siret et Prout, du jeudi, à 18H00, au vendredi, à midi, des bassins où seront enregistrées des hausses rapides de débits avec de possibles dépassement des niveaux d'inondation. L'avertissement a été émis pour les rivières des bassins hydrographiques Siret (Suceava, Moldova, Bistrița, Trotuș, Bârlad et leurs affluents) et Prout (le Prout, dans le secteur Oroftiana-Rădăuți, Jijia et ses affluents), afférents aux départements de Suceava, Botoșani, Iași, Neamț, Bacău, Harghita, Vaslui. Dans les bassins hydrographiques cités les phénomènes visés sont des écoulements importants sur les versants, des torrents, des ruisseaux et des hausses rapides de débits avec de possibles dépassement des niveaux d'inondation. Les avertissements code couleur orange visent des phénomènes météorologiques dangereux très intenses (vent, pluies abondantes, décharges électriques, grêle, grand froid).

Les phénomènes météorologiques ont affecté, dans la nuit [...] 23 localités des départements de Cluj (centre-nord-ouest de la Roumanie), Neamț (nord de la Roumanie), Salaj (nord-ouest de la Roumanie) et Suceava (nord de la Roumanie), conformément aux préfectures, selon un communiqué du Ministère de l'Intérieur et de la Réforme administrative (MIRA). Des équipes des *Inspections pour les situations d'urgence* ont procédé à l'évacuation de l'eau des 209 maisons inondées. Dans le département de Suceava, il y a 12 maisons isolées à la suite de la destruction d'un pont. Par ailleurs, 21 personnes sont bloquées dans une pensions (20) et dans une maison privée

(1). Dans le département de Sălaj, huit ponts ont été affectés, dont un risque de s'écrouler. La circulation se déroule avec difficulté sur deux routes nationales du département de Neamț à cause des alluvions. Dans le département de Cluj, les pluies ont affecté 82 ha de terres agricoles et 123 ha de prairies de fauche. Des problèmes liés à l'alimentation en énergie électrique ont été signalés dans 37 localités et cinq départements (Botoșani, Bistrița Năsăud, Harghita, Neamț et Suceava). Les comités locaux pour les situations d'urgence surveillent en permanence l'évolution des phénomènes météorologiques et des dégâts produits. (Agerpres [ex-Rompres], Bucarest, 24 juillet 2008)

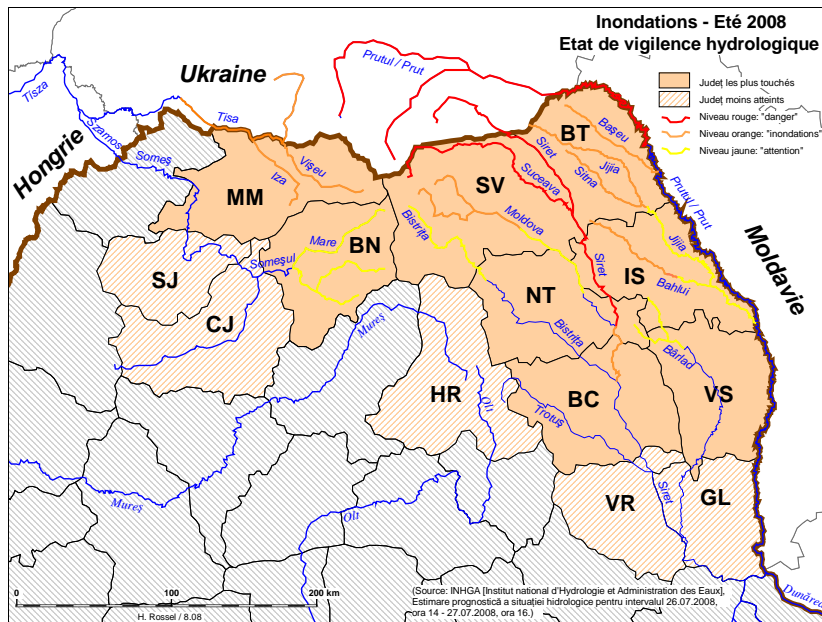
Des inondations ont fait 3 morts en Roumanie ces derniers jours, tandis que près de 13 000 personnes devaient être évacuées. En Roumanie, trois personnes sont mortes et deux portées disparues à la suite des inondations qui frappent le nord de la Roumanie depuis quatre jours, alors que près de 12 900 autres ont été évacuées, ont annoncé dimanche les autorités. Dans le département de Maramureș (nord) une mère de 30 ans, son fils et un autre jeune, qui s'étaient réfugiés dans une maison construite sur une colline, sont morts à la suite d'un glissement de terre qui a emporté l'habitation, a annoncé le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Victor Paul Dobre. Deux autres personnes sont portées disparues après avoir été emportées par les eaux, dont un garçon de 14 ans, que les flots ont arraché de la main de son père. Le dernier bilan présenté dimanche par les autorités a évoqué 174 localités affectées, 12 862 personnes évacuées et plus de 9 200 foyers inondés. Selon les chiffres du gouvernement, près de 19 000 hectares de cultures ont été touchés, ainsi que 6 200 puits, 500 kilomètres de routes et un millier de ponts. Le nombre des forces de l'ordre et volontaires mobilisés dimanche pour construire des digues, évacuer les personnes et les animaux en danger, et pour distribuer des vivres s'élevait à 3 650, a annoncé M. Dobre, alors que l'alerte

rouge est maintenue jusqu'à lundi après-midi dans six départements du nord-est du pays. (AFP, Paris, 27 juillet 2008)

Six départements et 150 localités affectés par les inondations et 15 834 personnes évacuées étaient enregistrés mercredi matin, a rapporté le secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur et de la Réforme administrative Victor Paul Dobre. La plupart des personnes évacuées – plus de 9 000 – proviennent du département de Neamț et beaucoup de ces personnes devaient rentrer chez elles ce mercredi, selon la source citée. Conformément aux données fournies par Victor Paul Dobre, les inondations ont détruit 207 logements, 123 maisons risquent de s'effondrer et 3 983 sont endommagées. Ont été inondés 9 382 fermes individuelles, 35 082 hectares de terrain agricole et 3 243 hectares de pâturages. Les effectifs présents sur les lieux comptent à présent 2 775 personnes, dont 1 486 sont des effectifs du MIRA. En amont de Stâncă-Costești, sur le Prout, les eaux ont beaucoup baissé et la circulation est désormais possible à Rădăuți. Les principales mesures prises dans la zone sont : vaccination de la population, ramassage des animaux morts, y compris au département de Neamț. Des effectifs de l'Inspectorat pour des Situations d'Urgence s'emploient à évacuer avec des pompes automatiques l'eau des cours et des maisons et, sur des zones plus vastes, avec les pompes de l'Administration d'Améliorations foncières, à dresser et à consolider des digues. Le cours du Prout est surveillé partout, y compris dans les départements de Vaslui et Galați. (Agerpres, Bucarest, 30 juillet 2008)

Le gouvernement roumain a décidé d'allouer des aides de 310 millions d'euros, sous forme des vivres et d'autres produits humanitaires, pour les victimes des inondations qui ont frappé le nord-est du pays durant une semaine, a-t-on appris de source officielle. Selon le Premier ministre Calin Tariceanu, il s'agit de "produits de stricte nécessité, d'eau, d'aliments et d'autres", qui seront distribués aux sinistrés de quatre départements du nord-est, Bacău, Botoșani, Iași et Neamț, a annoncé un communiqué gouvernemental. En outre, le gouvernement a décidé de distribuer 21 millions de lei, soit près de 6 millions d'euros, sous forme de matériaux pour la construction ou la réparation des 500 maisons détruites ou affectées par les eaux. En attendant, les autorités ont lancé les opérations de désinfection des puits et de vaccination de la population contre le risque des maladies qui pourraient se manifester après la décrue. Près de 7 000 personnes ont été déjà vaccinées. Les inondations, qui ont touché six départements du nord-est de la Roumanie depuis la semaine dernière, ont tué cinq personnes et provoqué l'évacuation de plus de 15 000 autres. La situation revenait progressivement à la normale dans la plupart des régions, après la

baisse des eaux. Certaines zones restaient toujours en alerte. Mardi, le gouvernement avait déjà décidé de distribuer des aides allant jusqu'à 5 000 lei (1 400 euros) pour les familles de victimes des inondations et d'allouer plus de 14 millions d'euros, afin de réhabiliter les infrastructures dans les départements affectés. (AFP, Paris, 31 juillet 2008)



Zones du nord-est du pays touchées par les violences de la météo

L'Union Nationale des Conseils de Comtés de Roumanie a ouvert un compte humanitaire pour aider les municipalités roumaines affectées par les inondations dans le nord-est du pays. Les inondations qui sévissent depuis mi-juillet ont entraîné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants. Quelque 125 000 hectares de terre, 8 500 ménages, plus de 1 000 km de routes et 1 000 ponts ont été touchés par ces fortes pluies. Les infrastructures de communication et hydrauliques ont également été endommagées. Les ressources d'une région sont toujours limitées lorsqu'il s'agit de faire face à des catastrophes naturelles qui sévissent de manière aléatoire, déclare le président de l'Union Nationale des Conseils de Comtés de Roumanie, Liviu Nicolae Dragnea. Nous pensons que la solidarité représente l'une des dimensions de l'identité européenne. L'aide que l'on peut apporter à celui qui en a besoin prouve qu'ensemble nous pouvons affronter les désastres naturels, même s'ils ne nous touchent pas directement. L'Union Nationale des Conseils de Comtés de Roumanie a ouvert à cet effet un compte de solidarité pour aider les familles et personnes affectées par ces pluies destructrices en Roumanie: RO16RNCB0245036725180007. (Conseil des Communes et Régions d'Europe, News Press, Bruxelles, 13 août 2008).

*** **

Roumanie : autoroutes en retard

"Des autoroutes sur le papier, seulement" s'intitule un article paru dans le journal *Evenimentul zilei*.

"La moitié des routes dont la construction par concession figure au programme du gouvernement sont en retard. La stratégie de développement de l'infrastructure routière d'ici 2013, adoptée par le gouvernement de la Roumanie l'année passée, annonçait la finalisation en sept ans de 578 kilomètres d'autoroute, au moins, et de plus de 500 kilomètres de routes nationales, construites en régime de concession. C'est-à-dire un partenariat entre l'État et les constructeurs. La réalité sur les lieux contredit ces attentes : en 2013, moins de la moitié des routes prévues par l'actuel gouvernement pourrait être prête" affirme le journal. (Agerpres & www.Roumanie.com, août 2008)

*** **

Les subventions européenne pour l'agriculture temporairement suspendues

La Commission européenne a gelé des subventions destinées aux agriculteurs roumains, d'un montant de 28,3 millions d'euros, en raison de "déficiences techniques", a annoncé mercredi le ministère des Finances.

"La Commission a temporairement suspendu le remboursement de paiements d'un montant de 28,3 millions d'euros destinés à des projets dans le cadre du programme SAPARD jusqu'à ce que les déficiences constatées en juin soient réglées", a indiqué le ministère.

Bruxelles avait informé dès le 9 juillet Bucarest de sa décision, soulignant que les déficiences étaient liées aux "faiblesses du système de gestion et de contrôle de l'agence chargée de la distribution des fonds SAPARD", a indiqué à l'agence Mediafax un porte-parole de la Direction générale pour l'agriculture, Johan Reyniers.

Selon lui, les autorités roumaines avaient envoyé fin juillet à Bruxelles un plan d'actions visant à remédier à ces déficiences mais la Commission avait demandé "des améliorations".

"Le versement des aides ne reprendra que lorsqu'un auditeur indépendant confirmera que les problèmes ont été réglés", a précisé le ministère.

Bruxelles avait déjà, en octobre dernier, mis en demeure les autorités roumaines de régler au plus vite les retards dans le fonctionnement de l'Agence de paiements et d'interventions dans l'agriculture (APIA), sous peine de réduire d'un quart les aides destinées à ce pays, soit 440 millions d'euros. Bucarest avait par la suite assuré que les insuffisances signalées avaient été réglées et le risque de sanctions écarté.

La question du contrôle des aides agricoles fait partie, avec la lutte contre la corruption et la sécurité alimentaire, des domaines dans lesquels la Roumanie est sous surveillance stricte de la Commission depuis son entrée dans l'UE, le 1^{er} janvier 2007. (*Libération*, Paris, 20 août 2008)

*** **

Patrimoine : des jeunes à la rescousse des "maisons qui pleurent"

Tous les dimanches, Loredana Stasisin prend son appareil photo et part en vadrouille à travers Bucarest, pour immortaliser les joyaux architecturaux défigurés par le temps que l'incurie des propriétaires ou des autorités semble avoir condamné à la disparition.

Comme elle, une dizaine de jeunes, des étudiants en architecture pour la plupart, se sont investis dans un projet baptisé "Maisons qui pleurent", avec pour but de "réveiller l'intérêt des Roumains pour le patrimoine", sinon d'empêcher la destruction de ces immeubles qui font encore le charme d'une capitale envahie par le béton.

"Nous traversons une période où l'on démolit beaucoup, sans le moindre souci pour les bâtiments ayant une valeur historique", regrette Loredana.

Premier objectif de ces jeunes enthousiastes : dresser une liste des immeubles menacés, qui nécessitent au plus vite des travaux de consolidation ou qu'une intervention des autorités peut encore sauver des bulldozers.

"Regardez cette maison datant de la fin du 19^e siècle", dit la jeune fille en montrant une maisonnette d'un étage, dont on devine à peine la silhouette sous le lierre envahissant. "Elle ne fait pas partie des maisons classées au patrimoine mais elle a beaucoup de charme. Or la propriétaire nous a prévenu qu'elle serait démolie d'ici un mois".

"Nous savons qu'une partie de ces maisons, qui ont une longue vie derrière elles, ne pourront pas être sauvées, mais au moins notre projet pourra témoigner de leur existence passée", expliquent les étudiants sur leur site internet.

Le ministère de la Culture a annoncé le lancement du "plus vaste projet de réhabilitation de monuments historiques" depuis 1990. Bénéficiant d'un prêt de 250 millions d'euros de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, ce programme vise à la rénovation, entre autres, de l'Opéra national et des Musées d'histoire et d'art de Bucarest, du Théâtre national de Iasi (Nord-Est) ou encore de la Bibliothèque française de Craiova (Sud). (AFP/VNA/CVN, *Le Courrier du Vietnam*, Hanoi, 25 août 2008)

Guide du Réseau OVR « Rețea Turistică »

Actualisation des données

MISE À JOUR

Comme pour la première édition, mais dans une moindre mesure, des informations changent, surtout les adresses internet (courriel). Quelques petites erreurs, pas remarquées lors des corrections avant tirage, ressortent également, nous en sommes désolés. Nous continuerons à vous communiquer ces modifications au plus vite. Si vous en trouvez d'autres, faites-le nous savoir pour que nous puissions prévenir les autres utilisateurs du guide.

ATTENTION, LES TARIFS NE SONT PLUS VALABLES, il faut compter :

Ptit déj : de 10€ à 12€

Demi-pension: de 14€ à 20

Pension complète : de 20€ à 28€

- CIOLPANI : EN STAND BUY POUR L'INSTANT

Nouvelle équipe : Président association : George Alecsandru

Strate Manastirii,11 077050 Ciolpani

Courriel : mclareng@yahoo.com

Responsable touristique : Christina Ania Ionita

Strate Bucaresti-Ploesti,11 077050 Ciolpani

GSM : +40(0) 720 74 79 26

- PURCARENI

Nouveau courriel : info@arbredejoie.org

Site: www.arbredejoie.org

Nouveau Téléphone : +40(0) 268 51 70 57 ou +40(0) 268 51 70 65

- SOARS ; Problème de Mail, téléphonez

- SALISTE : Nouveau courriel : mariacazan48@yahoo.com

- BERIU : Nouveau téléphone GSM + 40 (0) 742 37 67 12

- PETRENI :

Nouveau TL/FX : +40 354 10 33 21

GSM : +40 727 87 244

Nouvelle équipe : Président : Mircea Lugoian Téléphone : +40(0) 269 25 88 52

Secrétaire : Dorina Mocanu Téléphone : +40(0) 269 25 88 06 Fax : +40 269 52 74 43

Courriel : scl_racovita@yahoo.com

- ARIESEN : Courriel: martamaghiar@yahoo.com

-GÂRDA DE SUS : Corrigez le préfixe du téléphone de Ioan Stefanut : 040

Courriel: ioanstefanut@yahoo.fr

-GORNISTI : Autre adresse Courriel à utiliser : somodid@yahoo.com

Si pas de réponse : zcsaba@yahoo.com

- BOTZA : Nouveau courriel : botizavr@sintec.ro, GSM +40(0)722942140

- VADU IZEI : Nouveau courriel: office@ovr.ro

- CRACIUNESTI : Le Mail ne fonctionne pas, Téléphonez.

-VAMA.

ATTENTION ne plus passer par la mairie, mais par le :

Nouveau président : Gheorghe Boca

Courriel : doinaoerge@yahoo.fr / gica_boca@yahoo.fr

Soit toujours par Coca Simionescu

- LAZAREA

Restructuration de l'équipe:

Responsable OVR: Csilla Molnar GSM: +40 (0) 740 17 76 44

Resp. Touristique: Hajnal Bartalis GSM: +40 (0) 741 24 51 07

LE BUREAU D'INFORMATION EST OUVERT.

ST. Principala, no 1369

Tel.+Fax: +40 (0) 266 36 46 95

Nouveau courriel: ovrlazar@yahoo.com

Nouvelle adresse courriel pour commande guide et renseignements :

martinedumoulin@skynet.be

Fait le 30.06.08.

[Fiche à insérer dans le guide, communiquée par Martine Bovon]

*

« Roumania 09 »

Périple vélocipédique en équipe en Roumanie du 27 juillet au 9 août. Il s'agit, en 2009, de relier à vélo et par équipe des villages partenaires d'OVR. Les étapes journalières seront de 70 à 150 km, avec 2 à 3 relais. Elles seront calibrées en fonction du dénivelé et de l'état des routes.

Les partenaires d'OVR-CH sur le parcours sont : Brădeni / Denges – Sâmbata de Sus / Crissier (étape) – Porumbacu de Sus / Ecublens – Jidvei / Gland – Morăreni / St-Légier. Ces partenariats sont invités à encourager les sportifs sur leur passage (pavoiser, mobiliser les enfants, offrir une boisson, inciter des jeunes à suivre le peloton, proposer la visite d'une curiosité du village [les participants ont le temps, il ne sont pas chronométrés], etc.)

Organisation : Former des équipes locales ou régionales de 5 - 6 cyclistes pouvant se relayer au cours de l'étape, disposer d'une voiture suiveuse pour le transport des cyclistes au repos et le matériel, s'occuper de l'intendance, de l'entretien des vélos, etc. Le logement est prévu chez l'habitant (20 - 25 €/jour). Autres possibilités : camping ou camping car. Si des personnes isolées sont intéressées, le Comité s'efforcera de réunir une équipe sous le maillot OVR-CH.

Suggestion : former une équipe avec le village partenaire de votre commune, par exemple avec les jeunes qui ont eu l'occasion de faire connaissance lors d'échanges.

Le Secrétariat est toujours à disposition pour communiquer d'autres informations aux intéressés.

*

ANNONCES

Célébrations du 20^e anniversaire 2008 – 2009

Comme nous vous le disions dans notre envoi *E-Info* du mois de juillet, cela fait bientôt 20 ans que, ensemble, nous allons et venons entre la Suisse et la Roumanie. Une tranche de vie qui mérite célébration. Tout au long des prochains mois, nous vous tiendrons informés de nos projets et vous demanderons de vous y associer. Toutes vos remarques et suggestions seront les bienvenues.

D'avance merci de votre participation !

20 ans en images

Pour préparer une vidéo souvenir qui sera présentée lors de l'AG commémorant les 20 ans d'OVR, au printemps 2009 à Crissier, nous recherchons des films susceptibles d'intéresser un large public. Merci de nous envoyer *rapidement* vos documents illustrant votre engagement, ainsi que ceux que vous rapporterez de votre prochain voyage. Promis, tout le matériel prêté sera catalogué puis rendu.

Par ailleurs, il nous intéresserait de savoir si des jeunes (30-35 ans) qui ont suivi l'engagement de leur famille en Roumanie se sont impliqués à leur tour.

Envois d'ici au 30 septembre 2008

Une réalité en constante mutation

Le **site Internet** < ovr.ch > est actuellement mis à jour et modernisé. Merci de nous communiquer les erreurs que vous pourriez découvrir dans vos coordonnées et celles de vos partenaires. Cette mise à jour servira à la fois pour la rénovation du site et pour la confection d'une **carte des partenariats OVR-CH**, semblable à celles que nous avons faites pour le 10^e et le 15^e anniversaire d'OVR.

Par ailleurs, proposez-nous une présentation de votre partenariat – historique, état des lieux, projets – sur 1/3 page (cf. le modèle Crissier dans l'E-Info envoyée aux associations).

Envois dans le courant de l'automne

EXPOSITION

L'art néolithique : cultures anciennes de Roumanie

Dans le dernier numéro du *Réseau*, nous vous parlions ici même de la plus grande exposition roumaine (VI^e-IV^e mil. av. J.-C.) jamais réalisée à l'étranger, tous genres confondus, qui se tient depuis le 2 juin 2008 au *Musée historique d'Olten*, en première mondiale, avant Bruxelles et une tournée internationale.

Ceux qui l'ont vue peuvent vous assurer que tous les superlatifs utilisés pour la présenter (représentativité de toutes les régions du pays, implication de 39 musées, dont tous les musées nationaux du domaine, présentation de plus de 1000 pièces, première exposition d'envergure qui souhaite faire connaître la richesse des cultures de l'époque néolithique en Roumanie, une de cinq expositions majeures en 2008, au niveau mondial en archéologie...) ne sont pas usurpés ! Et ils ne peuvent que la recommander à tous ceux qui s'intéressent au passé historique du pays. Le catalogue, en soi, est déjà un véritable ouvrage d'art !

Le volume du présent numéro du *Réseau* ne permet pas d'entrer en matière ; ce qui est bien regrettable ! Mais il reste encore un bon mois. L'exposition est ouverte jusqu'au 5 octobre. Qu'on se le dise !

www.sips.ro/exponew

www.historischesmuseum-olten.ch



Photos Hubert Rossel